



www.npa2009.org

cheminot.anticapitaliste@gmail.com

La riposte générale s'impose

Avec le budget 2015, une nouvelle salve d'attaques contre les salariés se prépare : en ligne de mire, l'indemnisation des chômeurs, le repos dominical, les économies sur la santé, la sécu. Le congé parental passe de fait de 3 ans à 18 mois, la prime de naissance passe de 923 euros à 308 euros à partir du deuxième enfant. En parallèle, la fin de la taxe de 75% sur les plus hauts salaires sonne comme un symbole.

Cela ne fait plus aucun doute : tant que nous ne taperons pas fortement du poing sur la table, les attaques ne s'arrêteront pas. Le rapport de forces est aujourd'hui dans le camp des patrons et du gouvernement à son service, et ils avancent leurs pions pour détricoter le code du travail, baisser les salaires, flexibiliser à outrance les horaires, casser les services publics, et arroser sans contrepartie les plus grosses entreprises. Un choix de plus en plus clairement assumé.

Que faire face à cela ? Continuer à s'enliser dans des négociations des mal nommés "partenaires" sociaux ? Peut-on parler de partenariat lorsqu'il s'agit pour les représentants syndicaux uniquement d'avaliser les reculs ? Et au final d'accepter la moitié de la réforme voulue par le Medef, comme cela a été le cas dernièrement pour les intermittents du spectacle ?

La négociation qui s'est ouverte ce jeudi 9 octobre sur le "dialogue social" est représentative de ce qui s'y joue : il s'agit cette fois notamment de revoir les seuils sociaux, c'est à dire le nombre

de salariés qui déclenche des obligations pour les employeurs : délégués du personnel, comité d'entreprise. Les patrons veulent se débarrasser de toutes ces "contraintes", en faisant miroiter des créations d'emplois... Qui peut y croire ?! Le patronat veut également transférer les négociations du niveau national au niveau des branches et des entreprises. En clair, alors que le niveau national de négociation garantit une certaine égalité entre tous, les patrons souhaitent des accords d'entreprise pour négocier avec leurs salariés des conditions moins favorables que celles prévues par la loi. Une façon de rendre légal le fait d'être hors la loi...

La solution ne viendra certainement pas de ces négociations, elle viendra de la convergence de nos luttes à nous salariés. Car des luttes, il en existe dans de nombreux secteurs, tant les mécontentements sont massifs. Ici contre la réorganisation d'un bureau de poste, là contre la fermeture d'une maternité, ou pour une rétribution plus juste de son travail comme le personnel des palaces parisiens. Mais pour l'instant, toutes ces révoltes sont parcellisées, fragmentaires, même si des tentatives sont faites pour les fédérer. Il s'agit de nous retrouver nombreux dans la rue, et de discuter entre nous des moyens à mettre en oeuvre pour construire une mobilisation générale qui devient de plus en plus nécessaire.

La SNCF devra nous rendre 88 000 € !

Après plus de 3 ans d'attente, les agents d'accueil et les agents-départ de St Lazare vont enfin récupérer ce qui leur est dû : les Prud'Hommes viennent de condamner la SNCF à leur payer l'IST (Indemnité de Sujétion Transilien). La SNCF va donc devoir verser plus de 88 000 € de rattrapage aux 31 agents qui ont rempli un dossier Prud'Hommes avec le syndicat SUD-Rail, et elle va aussi devoir verser cette prime de 0,49€ / heure (c'est-à-dire plus ou moins 70€ par mois) à partir de maintenant à tous les agents concernés (Accueil, Départ, GDS, Réserve)!

Colère sur l'ELT...

Sur l'ELT (Etablissement Transilien - commercial), la direction a fait sa rentrée avec dans ses bagages tout un tas de sales coups pour nous : réorganisations, sanctions, demandes d'explications, interdiction de croisements dans plusieurs chantiers... La hiérarchie montre les dents et tente de nous mettre la tête sous l'eau. Mais sa politique crée des réactions : 70 agents de l'UO de Cergy se sont récemment regroupés à l'occasion d'une journée de grève très suivie. À Saint Lazare, des collègues de différents chantiers se rencontrent pour mettre sur pied une riposte commune. Il nous faut être conscients que seules nos réactions collectives et notre solidarité pourront mettre un frein aux projets et à l'attitude de la direction.

Notre force : la solidarité !

Le 17 juin dernier, pendant la grève contre la réforme ferroviaire, une manifestation a été victime de l'agressivité des forces de l'ordre devant l'Assemblée Nationale : gaz lacrymogènes, coups de matraques... Un collègue s'est fait plaquer au sol et rouer de coup, et 3 CRS ont porté plainte contre lui pour « violence sur agent ». Mais l'interpellation a été filmée, et on voit bien que c'est lui la victime... Les images ont fait le tour des réseaux sociaux, et 2 des 3 CRS ont retiré leur plainte. Le mardi 7 Octobre, jour du jugement au Tribunal, nous nous sommes rassemblés devant le Palais de Justice de Paris pour manifester notre solidarité et dénoncer cette criminalisation de la grève et cette répression antisyndicale. Plus d'une centaine de personnes s'est mobilisée, et cela a certainement contribué au verdict pas trop sévère du juge : 300€ d'amende avec sursis et pas d'inscription au casier judiciaire. C'est une victoire pour nous tous. Ensemble, nous avons la force et le pouvoir de les faire plier !

Mort d'un « grand patron français »

C'est ainsi qu'est salué par toute la classe politique et les médias Christophe de Margerie, le PDG de Total,

mort dans un accident à Moscou. « Un grand humaniste » pour Sarkozy, une « grande perte pour la France » pour François Hollande, « un ami, un bon vivant » pour Moscovici. Mais il faut bien rappeler certains faits. Haut responsable de Total, il a été de tous les coups tordus du géant pétrolier : le pillage du pétrole en Afrique en échange du soutien aux pires dictateurs, des affaires de corruption avec Saddam Hussein en Irak (il fut mis en garde à vue en 1996 pour cette raison), la construction d'un pipeline en Birmanie par de la main d'œuvre forcée. PDG en 2010, il a réussi à faire payer 0 euros d'impôt à son entreprise, la plus riche de France, qui fait aussi partie de ces groupes du Cac 40 qui ont augmenté de 30% les dividendes aux actionnaires en 2013. Effectivement, un « grand patron » !

Quels exemples !

Ah l'exemple allemand que les médias nous serinent à longueur d'émission, où le dialogue social c'est quelque chose, où les salariés sont raisonnables, acceptant des sacrifices pour que leur pays aille mieux, alors qu'en France, ce n'est pas le cas, on ne pourrait pas "réformer". Eh bien on voit ce que valent ces belles paroles : en Allemagne, les cheminots, suivis des pilotes de la compagnie aérienne Lufthansa, ont fait grève ces derniers jours pour des augmentations de salaire et des réductions des horaires de travail, ou pour protester contre les attaques contre leurs retraites. Et ils ne sont pas les seuls parmi nos voisins : en Grande Bretagne, les salariés de la santé étaient en grève pour la première fois depuis les années 1980. Plusieurs mouvements sociaux sont venus ponctuer la semaine passée. Eh oui, les faits sont plus têtus que la propagande : les salariés ne se laissent pas faire dans toute l'Europe, et luttent contre l'austérité.

Le sort de Kobané et l'hypocrisie des grandes puissances

Il a fallu attendre 5 semaines pour que la coalition internationale cesse de regarder l'« Etat Islamique » massacrer les kurdes de Kobané. Les chars turcs postés à la frontière n'ayant pas levé le petit doigt, effrayés à l'idée d'un ralliement des Kurdes de la région à ceux de Turquie qui défendent l'autonomie de leur territoire. Nous ne nous réjouissons pas non plus que depuis dimanche, les bombes américaines commencent à pleuvoir en Irak, car les premières victimes seront les civils irakiens, ajoutant le malheur au malheur. Lorsque les États riches interviennent ou non contre les miliciens ultra-réactionnaires de l'EI, cela dépend de leurs calculs impérialistes, et non du sort des peuples, pris en étau entre la barbarie intégriste et l'impérialisme.